

**REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL
DU 12 AVRIL 2022**

Le Conseil Municipal dûment convoqué s'est réuni à la Mairie, sous la présidence de Josiane CHOPIS, Maire d'ANZEX, le douze avril deux mille vingt-deux à vingt heures trente minutes.

PRESENTS : Mesdames Charney, Chevalier, Chopis et Costes,
Messieurs Barat, Dubourg et Kremer.

ABSENTS EXCUSES : Messieurs Baudas, Betous et Garin,

POUVOIR : néant,

SECRETAIRE DE SEANCE : Madame Chevalier

DATE DE LA CONVOCATION : le 07 avril 2022

ORDRE DU JOUR :

- ❖ Travaux 2022,
- ❖ Compte de gestion et compte administratif 2021,
- ❖ Subventions 2022,
- ❖ Vote du taux des taxes,
- ❖ Affectation du résultat,
- ❖ Budget primitif 2022,
- ❖ Débat sur les orientations du PADD (Projet d'aménagement et de Développement Durables) du PLUI (Plan Local d'Urbanisme Intercommunal),
- ❖ TE 47 : mobilité,
- ❖ Questions diverses

TRAVAUX 2022 :

Le Conseil Municipal, décide de programmer les travaux suivants pour 2022 :

- finir l'adressage,
- finir l'accessibilité de l'église par la mise en place d'une rampe à l'entrée de l'église,
- réaliser la sécurité incendie (bâche incendie, poteaux incendie),
- refaire la route de Tauzia et l'allée de l'Église,
- refaire la toiture de la sacristie et de l'atelier,
- Aménager le monument aux morts et le columbarium
- continuer l'entretien de la voirie.

COMPTE DE GESTION DU RECEVEUR 2021 :

∞ Délibération n° 06/12 04/2022 ∞

Après s'être assuré que la Responsable du Centre des Finances Publiques de Casteljaloux a repris dans ses écritures, le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2021, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'elle a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,
Considérant que toutes les opérations ont été régulièrement effectuées,
Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er Janvier 2021 au 31 décembre 2021, y compris celles relatives à la journée complémentaire,
Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2021 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires et budgets annexes,
Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives,

Le Conseil Municipal déclare,

que le compte de gestion dressé pour l'exercice 2021 par la Responsable du Centre des Finances Publiques de Casteljaloux, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

COMPTE ADMINISTRATIF 2021 :

∞ Délibération n° 07/12 04/2022 ∞

Le compte administratif communal 2021 est présenté à l'Assemblée délibérante tel que suit :

Section de fonctionnement

Recettes réalisées	160 715.24 €
Dépenses réalisées	125 631.06 €
Total de l'exercice 2021	35 084.18 € (excédent)
Résultat de clôture 2020	150 906.20 € (excédent)
Affectation Investissement	- 5 422.25 € (déficit)
Total de clôture 2021	180 568.13 € (excédent)

Section d'investissement

Recettes	21 663.26 €
Dépenses	40 256.05 €
Total de l'exercice 2021	- 26 170.54 € (déficit)
Résultat de clôture 2020	7 577.75 € (déficit)
Total de clôture 2021	- 18 592.79 € (déficit)

Soit un résultat global pour l'exercice 2021 de 161 975.34 €.

Le compte administratif est adopté à l'unanimité par les membres présents.
Mme le Maire ne prend pas part au vote.

SUBVENTIONS 2022

⌘ Délibération n° 08/12 04/2022 ⌘

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité, d'attribuer pour l'année 2022 les subventions suivantes :

- USEP de La Réunion	300 €
- Association de l'école de Villefranche	600 €
- Coopérative scolaire de Moncassin	300 €
- Anciens Combattants	60 €
- Association sportive de tir à l'arc	150 €
- Donneurs de sang bénévoles	80 €
- Les Aînés de l'Ourbise	50 €
- Racing Club Queyrannais	1200 €
- ADRAR	200 €
- UNA ASSAD Casteljalous	100 €
- Castel Santé	100 €
- Chasse	80 €
- Racing Club Queyrannais (emploi)	1500 €

VOTE DU TAUX DES TAXES :

⌘ Délibération n° 09/12 04/2022 ⌘

Madame le Maire informe le Conseil Municipal qu'il est nécessaire de délibérer sur le taux des taxes afin d'équilibrer le budget primitif 2022.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide, à l'unanimité, de ne pas augmenter les taux et de les reconduire comme suit :

	Bases	Taux	Produits
Taxe foncière bâti (TFB)	274 400	33.33 %	91 458.00 €
Taxe foncière non bâti (TFNB)	56 200	22.69 %	12 752.00 €

AFFECTATION DU RESULTAT :

⌘ Délibération n° 10/12 04/2022 ⌘

Considérant qu'il y a lieu de prévoir l'équilibre budgétaire,
Statuant sur l'affectation du résultat d'exploitation de l'exercice 2021,
Constatant que le compte administratif fait apparaître :

Un excédent de fonctionnement cumulé de :	180 568.13 €
Un déficit d'investissement de :	- 18 592.79 €
Un reste à réaliser de :	5 000.00 €
Soit un besoin de financement de	23 592.79 € (18 592.79

+ 5000.00)

Sur proposition de Madame le Maire, le Conseil Municipal décide d'affecter le résultat d'exploitation comme suit :

- La somme de **156 975.34 €** (180 568.13 – 23592.79) à l'article **002** (en recette de fonctionnement)
- La somme de **23 592.79 €** à l'article **1068** (excédent de fonctionnement capitalisé)
- La somme de **18 592.79 €** à l'article **001** (déficit d'investissement)

L'affectation du résultat est adoptée à l'unanimité.

BUDGET PRIMITIF 2022 :

∞ Délibération n° 11/12 04/2022 ∞

Madame le Maire présente le Budget Primitif 2022 de la commune :

Section d'investissement

Dépenses	87 492.79 €
Recettes	87 492.79 €

Section de fonctionnement

Dépenses	293 725.34 €
Recettes	293 725.34 €

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, adopte à l'unanimité le Budget Primitif 2022 de la commune, comme présenté ci-dessus par Madame le Maire.

TE 47 : mobilité

Transfert de la compétence « infrastructure(s) de charge pour véhicules électriques » à TE 47

∞ Délibération n° 12/12 04/2022 ∞

Madame le Maire rappelle aux Membres de l'Assemblée que la commune est adhérente au Syndicat Départemental Territoire d'Energie Lot-et-Garonne (TE 47 ex-Sdee 47), qui est l'autorité organisatrice du service public de distribution de l'énergie électrique sur l'ensemble du territoire du département.

Territoire d'Energie Lot-et-Garonne exerce en outre diverses compétences optionnelles liées aux énergies ou à leur utilisation, notamment la compétence « Infrastructures de charge pour véhicules électriques ».

Conformément à l'article 3.2.6 de ses statuts « Au titre des infrastructures de charge pour véhicules électriques », TE 47 exerce, aux lieu et place de ses membres qui en font la demande, la maîtrise d'ouvrage et la maintenance des infrastructures de charge pour véhicules électriques, dans les conditions prévues à l'article L.2224-37 du C.G.C.T., et notamment les activités suivantes :

- maîtrise d'ouvrage pour la création des infrastructures de charge nécessaires à l'usage de véhicules électriques ou hybrides rechargeables ;
- exploitation et maintenance des infrastructures de charge, comprenant l'achat et la fourniture d'électricité nécessaire, que ce soit en régie pour tout ou partie du service ou par le biais d'une délégation de service public ;
- généralement, passation de tous contrats afférents au développement, au renouvellement et à l'exploitation de ces installations.

La compétence ne peut être reprise au Syndicat par une personne morale membre qu'à échéance de périodes révolues de cinq ans, avec préavis de six mois au moins avant l'échéance, dans les conditions décrites à l'article 5.2.2 des statuts du TE 47.

Un premier schéma directeur de déploiement de ces infrastructures à l'échelle départementale a été établi en 2014, et TE 47 a déployé plus de cent bornes de charge pour véhicules électriques en Lot-et-Garonne. Ces bornes s'intègrent en outre dans un schéma régional mis en place avec les autres syndicats d'énergie départementaux.

Pour offrir un service performant et de qualité aux usagers de ces bornes, le groupement des syndicats d'énergies de Nouvelle-Aquitaine, coordonné par TE 47, a créé le réseau régional MObiVE. Ce réseau et le partenariat mis en place avec les autres syndicats d'énergie, permet d'organiser à la maille de la Région Nouvelle-Aquitaine la supervision, l'exploitation et la gestion de la monétique des infrastructures de recharge pour véhicules électriques déployées. MObiVE est ainsi :

- un service de charge accessible 7j/7 et 24h/24 à 100% de conducteurs de véhicules électriques ou hybrides rechargeables, via l'utilisation de badges RFID fournis par des opérateurs de mobilité ou via une application Smartphone permettant, en outre, de démarrer une charge en entrant ses coordonnées bancaires via une plate-forme sécurisée,
- un service de mobilité permettant à des usagers de s'abonner et ainsi bénéficier de tarifs préférentiels.

Au 1er janvier 2022, le réseau MObiVE couvre 10 des 12 départements de la Région Nouvelle-Aquitaine.

Madame le Maire souhaite inscrire la commune dans ce projet départemental et régional de mobilité électrique.

L'article L.2224-37 du CGCT dispose que « sous réserve d'une offre inexistante, insuffisante ou inadéquate sur leur territoire, les communes peuvent créer et entretenir des infrastructures de charge nécessaires à l'usage de véhicules électriques ou hybrides rechargeables ou de navires à quai, ainsi que des points de ravitaillement en gaz ou en hydrogène pour véhicules ou pour navires, ou mettre en place un service comprenant la création, l'entretien et l'exploitation de telles infrastructures ou points de ravitaillement. L'exploitation peut comprendre l'achat d'électricité, de gaz ou d'hydrogène nécessaire à l'alimentation des véhicules ou des navires. »

Cet article L. 2224-37 du CGCT permet également le transfert de la compétence « infrastructures de charge pour véhicules électriques » aux autorités organisatrices d'un réseau public de distribution d'électricité.

Si la commune transfère sa compétence « infrastructure de charge pour véhicules électriques » à TE 47, celui-ci sera maître d'ouvrage de l'opération et propriétaire des ouvrages créés et de leurs accessoires, dont il assurera l'exploitation tout comme celle des bornes éventuellement déjà existantes qui seraient mises à sa disposition.

La commune pourra assurer, au titre de sa contribution, une part du financement de l'investissement et du fonctionnement. Ces conditions sont définies par délibération du Comité Syndical. Elles sont intégrées dans le « Guide des conditions techniques, administratives et financières de transfert et d'exercice de la compétence » optionnelle Infrastructures de charge pour véhicules électriques et hybrides rechargeables par TE 47, en particulier dans ses annexes :

- Annexe 1 : Plan de déploiement
- Annexe 2 : Financement de l'investissement
- Annexe 3 : Financement du fonctionnement
- Annexe 4 : Tarification aux usagers

Toute implantation d'infrastructure de charge de véhicule sur le territoire de la commune sera soumise à l'approbation préalable de celle-ci. En particulier, les conditions financières concernant une éventuelle contribution de la commune à l'investissement et/ou au fonctionnement seront présentées préalablement à toute décision.

Vu les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L.2224-37,

Vu les statuts de Territoire d'Energie Lot-et-Garonne,

Vu le Guide des conditions techniques, administratives et financières de transfert et d'exercice de la compétence optionnelle Infrastructure de charge pour véhicules électriques et hybrides rechargeables par TE 47,

Considérant l'intérêt que présente pour la commune ce transfert de compétence à TE 47,

Considérant que la Commune souhaite s'inscrire dans ce projet départemental et régional de mobilité électrique,

**Le Conseil Municipal,
Où l'exposé de Madame le Maire,
Après en avoir délibéré,**

➤ **DÉCIDE** de transférer la compétence « infrastructures de charge pour véhicules électriques à Territoire d'Energie Lot-et-Garonne (TE 47) pour la mise en place d'un service comprenant la création, l'entretien, et l'exploitation des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, dont l'exploitation comprend l'achat d'électricité nécessaire à l'alimentation des infrastructures de charge, à compter du **1^{er} juin 2022** ;

➤ **APPROUVE** la réalisation par Territoire d'Energie Lot-et-Garonne des travaux d'installation d'infrastructure(s) de charge sur le territoire de la commune ;

➤ **S'ENGAGE** à verser à TE 47 la contribution éventuellement due pour la réalisation des travaux d'installation ;

➤ **S'ENGAGE** à autoriser TE 47 à occuper temporairement le domaine public de la commune nécessaire à l'implantation des bornes tout en l'exonérant du versement de redevance d'occupation du domaine public, conformément aux dispositions de l'article

L.2125-1 2°du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, cette occupation ne présentant pas un objet commercial pour le bénéficiaire de l'autorisation ;

➤ **DÉCIDE** d'inscrire chaque année au budget les dépenses correspondant à la contribution à éventuellement verser à TE 47 pour l'exploitation et la maintenance des infrastructures ;

➤ **PRÉCISE** que la présente délibération sera notifiée au Président de TE 47 pour acceptation, par délibération du Comité Syndical, du transfert de cette compétence optionnelle ;

➤ **DONNE MANDAT** à Madame le Maire pour signer toutes les pièces liées à cette affaire, dont les conventions de mise à disposition de terrain et conventions d'occupation du domaine public nécessaires.

Questions diverses

Point à temps :

Il est à noter que le point à temps est insuffisant sur le chemin de Pelleperdrix.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 23h15.

Durant cette séance, les délibérations 06/12 04/2022 à 12/12 04/2022 ont été prises.